



Colère des agriculteur·ices : Prendre le problème à la racine

La vague de colère qui gagne les acteur·ices du monde agricole est aussi ancienne que légitime. Depuis des années, nous, associations agricoles et rurales, organisations syndicales, paysannes et paysans, alertons sur l'incapacité des politiques publiques à penser et transformer en profondeur le modèle agricole. Comme dans les autres domaines de la société, la puissance publique se désengage au détriment du bien commun. En tant que jeunes des milieux agricoles et ruraux, nous ne pouvons nous taire aujourd'hui, pour exprimer notre inquiétude, proportionnelle à notre colère, et notre soutien à la mobilisation en cours.

Pour autant, il ne faut pas se tromper de responsables : les normes environnementales et les contraintes réglementaires ne peuvent pas être les fusibles qui apaiseraient la crise. Nous avons besoin de normes pensées par et pour les agriculteur·ices et les citoyen·nes, qui soient adaptées à la réalité des fermes et appliquées avec humanité ; afin qu'elles concourent à la viabilité et la durabilité de l'agriculture, à la santé des paysan·nes et de celle du vivant.

Au contraire, les principaux responsables du profond mal-être du monde agricole sont à chercher du côté de l'agro-business, des défenseurs du libre-échange déraisonné et inégalitaire, et du modèle productiviste, qui détruisent nos écosystèmes et les humains qui y vivent. Evidemment, les dirigeant·es français·es et européen·nes successifs, sous la pression des groupes d'intérêts, ont largement leur part de responsabilité dans le maintien de ce modèle à bout de souffle.

La mobilisation des derniers jours nous le dit clairement : nous avons besoin d'une révolution des modèles agricole et alimentaire à long terme. Ils doivent être réfléchis dans un projet de société global où l'on reconnaît et prend en compte l'interdépendance des crises sociales et environnementales et où la puissance publique est à la hauteur des enjeux. Le poids du changement ne peut être seulement portés par les individus.

Nous prônons un modèle agricole qui offre à ses principaux acteur·ices, les paysan·nes, des conditions de vie et des revenus dignes, et la reconnaissance de leur rôle vital pour la société. Ce sont des conditions essentielles pour permettre de nouvelles installations et répondre aux enjeux de renouvellement des générations agricoles.

Nous défendons une production agricole organisée et définie démocratiquement par l'ensemble des citoyen·nes, paysan·nes compris, pour répondre aux besoins alimentaires tout en permettant l'émancipation des agriculteur·ices, la restauration de la biodiversité, et la création de liens sociaux sur nos territoires.

Nous appelons les dirigeant·es à sortir du déni, en prenant en compte dans toute leur complexité les problèmes soulevés depuis des années liés au modèle agricole productiviste et libéral, défaillant et intenable sur le long terme, et à miser sur l'expérimentation et l'intelligence collective pour construire des réponses adaptées, avec les expériences des paysan·nes et les besoins des citoyen·nes.

Le Bureau National du MRJC